

**Art. 2.** De Vlaamse minister, bevoegd voor het onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 25 februari 2011.

De minister-president van de Vlaamse Regering,  
K. PEETERS

De Vlaamse minister van Onderwijs, Jeugd,  
Gelijke Kansen en Brussel,  
P. SMET

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

F. 2011 — 819

[2011/201292]

**25 FEVRIER 2011. — Arrêté du Gouvernement flamand portant agrément temporaire de la formation académique de bachelors "bachelor in de industriële wetenschappen" de la "Erasmushogeschool Brussel"**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 4 avril 2003 relatif à la restructuration de l'enseignement supérieur en Flandre, notamment l'article 60bis, inséré par le décret du 19 mars 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 11 juin 2004 relatif à l'agrément temporaire de formations dans l'enseignement supérieur;

Vu le rapport d'accréditation du 2 novembre 2010 définitivement établi par l'Organisation d'accréditation néerlandaise-française contenant une évaluation finale négative pour la formation de "bachelor in de industriële wetenschappen" de la "Erasmushogeschool Brussel";

Vu le dossier de demande pour l'agrément temporaire, déposé par la "Erasmushogeschool Brussel" en date du 30 novembre 2010;

Vu l'avis de la Commission d'Agrément, rendu le 4 janvier 2011;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 28 janvier 2011;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Égalité des Chances et des Affaires bruxelloises;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La formation de "bachelor in de industriële wetenschappen" de la "Erasmushogeschool Brussel" reçoit un agrément temporaire.

Cet agrément temporaire vaut pour une période de deux ans qui prend cours au début de l'année académique 2011-2012 et échoit à la fin de l'année académique 2012-2013.

**Art. 2.** Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 25 février 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse,  
de l'Égalité des Chances et des Affaires bruxelloises,  
P. SMET

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 820

[2011/201347]

**17 FEVRIER 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, relatif à la définition du contrat d'égouttage et au financement de l'égouttage**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, notamment l'article D.332, § 2, 4°;

Vu la partie réglementaire Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'Eau, donné le 31 mai 2010;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 18 janvier 2010;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 avril 2010;

Vu la proposition de la S.P.G.E. sur les modifications du texte réglementaire relatif aux modalités d'intervention dans les travaux d'égouttage, donnée le 26 novembre 2010;

Vu l'avis 48.793/4 du Conseil d'Etat, donné le 3 novembre 2010, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article R.233 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, le point 4<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 4<sup>o</sup> : Contrat d'épuration : convention d'engagements réciproques résultant de la concertation entre des communes, des organismes d'assainissement agréés, la Région et la S.P.G.E., pour définir les priorités d'études et de réalisations tant en matière d'épuration que de suivi des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique au sein des différentes agglomérations présentes sur le territoire communal. »

**Art. 2.** A l'article R.271, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Livre, les mots "à l'article 272" sont remplacés par les mots "aux articles R.272 et R.273".

**Art. 3.** L'article R.272 du même Livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.272. A défaut de structure financière visée à l'article R.273, la S.P.G.E. finance les travaux d'épuration prioritaire, en mission déléguée comme prévu à l'article R.271, de la manière suivante :

— les investissements relatifs à la réparation de l'épuration existant inscrits dans le programme triennal seront pris en charge au taux de 80 % , augmentés de 5 % de frais d'études;

— les investissements relatifs à la construction et au renouvellement de l'épuration inscrits dans le programme triennal seront pris en charge au taux de 60 % , augmentés de 5 % de frais d'études. »

**Art. 4.** L'article R.273 du même Livre est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.273. La Région wallonne détermine la structure financière de la participation de la S.P.G.E. dans le financement des égouts prioritaires. Elle peut notamment, pour ces motifs, intervenir dans le cadre d'un contrat d'épuration.

La S.P.G.E. conclut avec le Gouvernement, les organismes d'assainissement agréés et chacune des communes concernées un contrat d'épuration. Ce contrat prévoit notamment :

1<sup>o</sup> les priorités de financement des investissements, par la S.P.G.E., en fonction des obligations européennes et des contraintes environnementales;

2<sup>o</sup> la contribution respective des communes et de la S.P.G.E. aux frais de réalisation de travaux d'épuration prioritaire, à savoir que :

a) le niveau de participation communale de base représente une part du montant des travaux hors T.V.A. et hors frais annexes;

b) le principe de la participation communale de base est, moyennant le respect du contrat d'épuration, fixé comme suit :

— 42 % en cas de pose de nouveaux égouts ou de reconstruction d'égouts avec une augmentation de sa section;

— 21 % en cas de reconstruction d'égout sans modification de sa section ou en cas de réhabilitation;

c) le principe de la participation communale de base est accompagné de deux types de dérogation :

— la modulation de la contribution respective des communes et de la S.P.G.E. au vu de l'intégration du projet d'épuration en fonction de la densité d'habitat;

— la possibilité de modulation de la contribution respective des communes et de la S.P.G.E. en fonction des priorités de financement des investissements visées à l'alinéa 2, 1<sup>o</sup>.

3<sup>o</sup> la répartition entre les parties contractantes des frais des opérations de services tels que le cadastre de l'épuration ou le curage. »

**Art. 5.** Aux articles R.276 et R.291 du même Livre, les mots "contrat d'agglomération" sont remplacés par les mots "contrat d'épuration".

**Art. 6.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 février 2011.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 820

[2011/201347]

**17. FEBRUAR 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, über die Definition des Entwässerungsvertrags und die Finanzierung der Entwässerung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere des Artikels D.332 § 2 und 4°;

Aufgrund des verordnungsmäßigen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund des am 31. Mai 2010 abgegebenen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des am 18. Januar 2010 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 22. April 2010 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 26. November 2010 vorgelegten Vorschlags der "S.P.G.E." ("Société publique de Gestion de l'Eau") (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung)) über die Abänderungen des Verordnungstextes bezüglich der Modalitäten zur Beteiligung in den Entwässerungsarbeiten;

Aufgrund des am 3. November 2010 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 48.793/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel R.233 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird der Punkt 4° durch Folgendes ersetzt:

«4°: Entwässerungsvertrag: Vereinbarung gegenseitiger Verpflichtungen, die sich aus der Konzertierung zwischen den Gemeinden, den zugelassenen Vereinigungen für die Sanierung, der Wallonischen Region und der "S.P.G.E." ergibt, zwecks der Festlegung der vorrangigen Untersuchungen und Ausführungen sowohl für die Entwässerung, als auch für die Überwachung der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet innerhalb der verschiedenen, auf dem Gemeindegebiet befindlichen Ortschaften.»

**Art. 2** - In Artikel, R.271 Absatz 1 desselben Buches werden die Wörter "in Artikel 272" durch die Wörter "in den Artikeln R.272 und R.273" ersetzt.

**Art. 3** - Artikel R. 272 desselben Buches wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. R.272 - In Ermangelung einer in Artikel R.273 erwähnten finanziellen Struktur finanziert die "S.P.G.E." die Arbeiten der vorrangigen Entwässerung in anvertrautem Auftrag, wie in Artikel R.271 vorgesehen, und zwar folgendermaßen:

— die Investitionen für die im Dreijahresprogramm eingetragenen Reparaturen der bereits bestehenden Entwässerung werden zu einem Satz von 80% übernommen, die um 5% für Untersuchungskosten erhöht werden;

— die Investitionen für den Bau und die Erneuerung der Entwässerung, die im Dreijahresprogramm eingetragene sind, werden zu einem Satz von 60% übernommen, die um 5% für Untersuchungskosten erhöht werden.»

**Art. 4** - Artikel R.273 desselben Buches wird durch Folgendes ersetzt:

«Art.R.273. Die Wallonische Region bestimmt die finanzielle Struktur der Beteiligung der "S.P.G.E." in der Finanzierung der vorrangigen Kanalisationen. Aus diesen Gründen kann sie insbesondere im Rahmen eines Entwässerungsvertrags eingreifen.

Die "S.P.G.E." schließt mit der Regierung, den zugelassenen Vereinigungen für die Sanierung und einer jeden der betroffenen Gemeinden einen Entwässerungsvertrag ab. In diesem Vertrag sind insbesondere vorgesehen:

1° die Vorränge zur Finanzierung der Investitionen durch die "S.P.G.E." je nach den europäischen Verpflichtungen und den Umwelteinschränkungen;

2° der jeweilige Beitrag der Gemeinden und der "S.P.G.E." zu den Kosten für die Durchführung der Arbeiten für die vorrangige Entwässerung, das heißt:

a) der Basisanteil der kommunalen Beteiligung stellt einen Teil des Betrags der Arbeiten exkl. MwSt und ohne Nebenkosten dar;

b) der Grundsatz der kommunalen Basisbeteiligung wird vorbehaltlich der Einhaltung des Entwässerungsvertrags folgendermaßen festgelegt:

— 42% im Falle des Verlegens neuer Kanalisationen oder des neuen Baus von Kanalisationen mit einer Vergrößerung ihres Querschnitts;

— 21% im Falle des Baus von Kanalisationen ohne Änderung ihres Querschnitts oder im Falle einer Sanierung;

c) dem Grundsatz der kommunalen Basisbeteiligung werden zwei Abweichungsarten beigelegt:

— die Anpassung der jeweiligen Beteiligung der Gemeinden und der "S.P.G.E." angesichts der Einbeziehung des Entwässerungsprojekts je nach der Wohndichte;

— die Möglichkeit der Anpassung der jeweiligen Beteiligung der Gemeinden und der "S.P.G.E." je nach den in Absatz 2 1° erwähnten Finanzierungsvorrängen.

3° die Verteilung unter die Vertragsparteien der Kosten für Dienstleistungen, wie beispielsweise das Entwässerungskataster oder die Reinigungen.»

**Art. 5** - In den Artikeln R.276 und R.291 desselben Buches wird die Wort "Ortschaftsvertrag" durch das Wort "Entwässerungsvertrag" ersetzt.

**Art. 6** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Februar 2011

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität  
Ph. HENRY

---

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 820

[2011/201347]

**17 FEBRUARI 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft de definitie van de afwateringsovereenkomst en de financiering van de afwatering**

De Waalse Regering,

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op artikel D.332, § 2, 4°;  
Gelet het regelgevende gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;  
Gelet op het advies van de "Commission consultative de l'Eau" (Wateradviescommissie), gegeven op 31 mei 2010;  
Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 18 januari 2010;  
Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 april 2010;  
Gelet op het voorstel van de "S.P.G.E." (Openbare Dienst Waterbeheer) m.b.t. de wijzigingen in de reglementaire tekst betreffende de modaliteiten tot tegemoetkoming in de afwateringswerken, ingediend op 26 november 2010;  
Gelet op het advies 48.793/4 van de Raad van State, gegeven op 3 november 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;  
Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;  
Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel R.233 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt punt 4° vervangen als volgt :

« 4° : Afwateringsovereenkomst : overeenkomst inzake wederkerige verbintenissen voortvloeiend uit het overleg tussen de gemeenten, de erkende saneringsinstellingen, het Gewest en de "S.P.G.E.", tot bepaling van de onderzoeks- en uitvoeringsprioriteiten inzake afwatering en opvolging van de saneringsplannen per onderstroomgebied binnen de verschillende agglomeraties op het gemeentelijke grondgebied. »

**Art. 2.** In artikel R. 271, eerste lid, van hetzelfde Boek worden de woorden "in artikel 272" vervangen door de woorden "in de artikelen R.272 en R.273".

**Art. 3.** Artikel R. 272 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

« Art. R.272. Bij gebrek aan de financiële structuur bedoeld in artikel R.273, financiert de "S.P.G.E." de prioritaire afwateringswerken, in gemachtigde opdracht zoals bepaald bij artikel R.271, als volgt :

- de in het driejarenprogramma opgenomen investeringen betreffende het herstel van de bestaande afwatering worden ten laste genomen voor 80 %, verhoogd met 5 % studiekosten;
- de in het driejarenprogramma opgenomen investeringen betreffende de bouw en de hernieuwing van de afwatering worden ten laste genomen voor 60 %, verhoogd met 5 % studiekosten. »

**Art. 4.** Artikel R.273 van hetzelfde Boek wordt vervangen als volgt :

« Art. R.273. Het Waalse Gewest bepaalt de financiële structuur van de bijdrage van de "S.P.G.E." in de financiering van de prioritaire rioleringen. Om die redenen mag het in het kader van een afwateringsovereenkomst tussenkomen.

De "S.P.G.E." sluit een afwateringsovereenkomst met de Regering, de erkende saneringsinstellingen en elke betrokken gemeente. Die overeenkomst voorziet o.a. in :

1° de prioriteiten inzake de financiering van de investeringen, door de "S.P.G.E.", met inachtneming van de Europese verplichtingen en de milieu-eisen;

2° de bijdrage van de gemeenten en de "S.P.G.E." in de kosten voor de uitvoering van de prioritaire afwateringswerken, met dien verstande dat :

- a) het niveau van de gemeentelijke basisbijdrage overeenstemt met een gedeelte van het bedrag van de werken, excl. btw en bijkomende kosten;
- b) het principe van de gemeentelijke basisbijdrage, mits inachtneming van de afwateringsovereenkomst, vastgelegd wordt als volgt :
  - 42 % in geval van aanleg van nieuwe rioleringen of van herstel van rioleringen met vermeerdering van zijn sectie;
  - 21 % in geval van rioleringsherstel zonder wijziging van zijn sectie of in geval van sanering;

c) het principe van de gemeentelijke basisbijdrage gepaard gaat met twee types afwijking :

— de modulering van de bijdrage van de gemeenten en van de "S.P.G.E." op grond van de integratie van het afwateringsproject naar gelang van de woondichtheid;

— de mogelijkheid tot modulering van de bijdrage van de gemeenten en van de "S.P.G.E." naar gelang van de prioriteiten inzake de financiering van de investeringen bedoeld in het tweede lid, 1°.

3° de verdeling tussen de contracterende partijen van de kosten voor dienstenverrichtingen zoals het afwateringskadaster of de reiniging. »

**Art. 5.** In de artikelen R.276 en R.291 van hetzelfde Boek wordt het woord "agglomeratieovereenkomst" vervangen door het woord "afwateringsovereenkomst".

**Art. 6.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 februari 2011.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE ET SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2011/27065]

#### Pouvoirs locaux. — Décorations civiles

Par arrêté royal du 16 décembre 2010, la décoration civique est décernée aux membres du personnel de l'intercommunale ALG désignés ci-après :

Pour 35 années

La Croix civique de 1<sup>re</sup> classe :

M. Jean Cypers, chef de bureau;

M. Jacques Liebens, brigadier;

M. Jean-Claude Genot, commis de 2<sup>e</sup> classe.

Pour 25 années

La Médaille civique de 1<sup>re</sup> classe :

Mme Palmyre Scheen, commis de 1<sup>re</sup> classe.

BASSENGE. — Par arrêté royal du 1<sup>er</sup> février 2011, la décoration civique est décernée aux mandataires et aux membres du personnel de la commune de Bassenge désignés ci-après :

Pour 35 années

La Croix civique de 1<sup>re</sup> classe :

M. Jean Cloes, conseiller communal;

M. Ghislain Hiance, conseiller communal;

Mme Marie-Claude Olivier, employée d'administration.

Pour 25 années

La Médaille civique de 1<sup>re</sup> classe :

Mme Renée Bare, employée d'administration;

M. Théodore Baron, ouvrier qualifié;

M. Gaston Blaffart, ouvrier qualifié;

Mme Michèle Blaffart, chef de service administratif;

M. Dominique Coster, ouvrier qualifié;

M. Jean Denis, ouvrier qualifié;

M. Serge Detrixhe, ouvrier qualifié;

Mme Elisabeth Dothée, chef de service administratif;

Mme Marina Greday, employée d'administration;

M. José Haren, ouvrier qualifié;

M. Patrice Hellinx, employé d'administration;

M. Bernard Noé, agent technique;

M. Ludovicus Schiepers, ouvrier qualifié;

Mme Maguy Simon, employée d'administration;

Mme Joëlle Tilkin, employée d'administration.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER EN WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2011/27065]

#### Plaatselijke besturen. — Burgerlijke eretekens

Bij koninklijk besluit van 16 december 2010 wordt het burgerlijk ereteken verleend aan de hiernavermelde personeelsleden van de intercommunale ALG :

Om 35 jaar dienst

Het Burgerlijk Kruis van eerste klasse aan :

De heer Jean Cypers, kantoorchef;

De heer Jacques Liebens, brigadier;

De heer Jean-Claude Genot, kantoorbediende van 2e klasse.

Om 25 jaar dienst

De Burgerlijke Medaille van eerste klasse aan :

Mevr. Palmyre Scheen, kantoorbediende van 1e klasse.

BITSINGEN. — Bij koninklijk besluit van 1 februari 2011 wordt het burgerlijk ereteken verleend aan de hiernavermelde personeelsleden en aan de mandatarissen van de gemeente Bitsingen :

Om 35 jaar dienst

Het Burgerlijk Kruis van eerste klasse aan :

De heer Jean Cloes, gemeenteraadslid;

De heer Ghislain Hiance, gemeenteraadslid;

Mevr. Marie-Claude Olivier, kantoorbediende.

Om 25 jaar dienst

De Burgerlijke Medaille van eerste klasse aan :

Mevr. Renée Bare, kantoorbediende;

De heer Théodore Baron, geschoold arbeider;

De heer Gaston Blaffart, geschoold arbeider;

Mevr. Michèle Blaffart, administratief diensthoofd;

De heer Dominique Coster, geschoold arbeider;

De heer Jean Denis, geschoold arbeider;

De heer Serge Detrixhe, geschoold arbeider;

Mevr. Elisabeth Dothée, administratieve dienstchef;

Mevr. Marina Greday, kantoorbediende;

De heer José Haren, geschoold arbeider;

De heer Patrice Hellinx, kantoorbediende;

De heer Bernard Noé, technisch beambte;

De heer Ludovicus Schiepers, geschoold arbeider;

Mevr. Maguy Simon, kantoorbediende;

Mevr. Joëlle Tilkin, kantoorbediende.